

L'électricien EDF se renforce dans le charbon... en Chine

Le groupe français va construire et exploiter une centrale thermique géante dans le sud du pays

EDF ne met pas tous ses œufs dans le panier nucléaire. Le charbon a, selon le groupe français, aussi un avenir. Mais en Chine. Si l'électricien est en train de fermer tous ses vieux sites en France, il investit en revanche dans ce domaine du côté de l'empire du Milieu.

Déjà exploitant d'une centrale au charbon dans le sud du pays (Guangxi) et actionnaire de plusieurs autres, EDF a annoncé, vendredi 18 avril, la création, avec l'électricien China Datang Corporation, d'une coentreprise

chargée de la construction et de l'exploitation, à partir de 2016, d'une centrale à charbon «ultra-supercritique» de 2000 mégawatts (MW) dans le Jiangxi (sud-est).

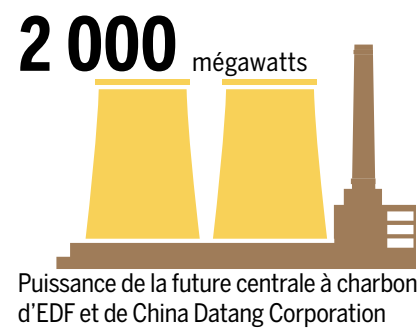
EDF possèdera 49 % de Datang International Fuzhou Power Generation Company Ltd, chargée de ce projet d'environ 900 millions d'euros au total. Il le financera par de la dette et par fonds propres pour environ 120 millions d'euros.

C'est la première centrale à charbon recourant à cette technologie de nouvelle généra-

tion qu'EDF bâtera et exploitera dans le monde. D'un rendement plus élevé qu'une centrale conventionnelle, elle utilisera moins de charbon pour produire plus de courant et son impact sur l'environnement sera réduit.

Fortement engagé dans le nucléaire, y compris en Chine, EDF entend maintenir et développer ses compétences dans le charbon. Les trois quarts de l'électricité chinoise sont produits par des centrales thermiques utilisant ce type de combustible. ■

LIRE PAGE 4



Chocolat : l'envolée du cacao fait fondre les ventes de Pâques

LIRE PAGE 4

SONY GAGNE UNE MANCHE DANS LA BATAILLE DES CONSOLES DE JEUX VIDÉO

LIRE PAGE 5

Euro fort : pourquoi la BCE et Paris divergent

LIRE PAGE 6

BRUXELLES, BERLIN : LA GUERRE DES TAXIS S'ÉTEND

La capitale belge interdit un service de l'américain Uber, ce qui provoque la colère de la Commission européenne

En France, le rapport du député PS Thierry Mandon sera remis dans quelques jours

A Berlin, la justice condamne, elle aussi, un service d'Uber, après la grogne des chauffeurs

LIRE PAGE 3



Après Paris, la société américaine Uber a lancé son application mobile UberPop à Bruxelles et à Berlin.

THIERRY DU BOIS

PLEIN ÉCRAN

Chambord, en quête de renaissance

L'Etat reprend en main le domaine national, en prenant pour modèle Versailles. L'objectif est d'augmenter le nombre de touristes qui viennent visiter le château de François I^{er} et son parc.

LIRE PAGE 2



TENDANCE FRANCE

Double peine pour les ménages

L'Observatoire français des conjonctures économiques a chiffré l'impact des politiques restrictives sur la croissance française. Les résultats de cette « purge budgétaire » sur les comptes publics sont décevants. Et pour les ménages, la facture fiscale et sociale est lourde.

LIRE PAGE 8

PERTES & PROFITS | PAR ANNE MICHEL

La SNCM cherche son cap

SNCM

La Société nationale Corse Méditerranée (SNCM), c'est Ubu en sa maison ! Ceux qui ont manqué un épisode du feuilleton commencé en 2006 avec la privatisation de la compagnie maritime – le point de départ de ses déboires –, auront bien du mal à s'y retrouver.

Coups de Jarnac, de billard à trois bandes, personnages qui en cachent d'autres et qui manœuvrent en coulisses, intérêts publics et privés contraires, rythment le scénario. Le 18 avril, s'est joué un de ces psychodrames dont la société à l'actionnariat public-privé discordant – Transdev, société à parité entre Veolia Environnement et la Caisse des dépôts (CDC), en possède 66 %, l'Etat 25 % et les salariés 9 % – a le secret.

Le PDG de Transdev, Jean-Marc Janaillac, avait saisi la justice, pour obtenir la convocation d'une assemblée générale de révocation du président de la SNCM, que lui avait refusée le conseil de surveillance de la compagnie, soutenu par l'Etat.

But de la manœuvre : se débarrasser d'un président censé représenter l'actionnaire principal mais devenu trop indépendant... Entendez par là, trop proche des intérêts de la SNCM, de ses dirigeants, de ses marins.

Que le patron de Transdev ait été débouté n'est pas le plus important. Ce que cet épisode judiciaire révèle, c'est le caractère ingouvernable de la société marseillaise... Ingouvernable ?

Deux camps s'affrontent

Depuis plusieurs mois, la SNCM se divise sur la façon de faire face au désengagement programmé de Transdev de son capital. Deux camps s'affrontent : dirigeants et salariés, d'un côté, Transdev de l'autre.

Si les premiers admettent que l'histoire ne pourra s'écrire avec cet actionnaire démissionnaire, ils refusent de remettre en cause, dans l'attente d'un nouveau partenaire apte à assumer les investissements nécessaires, le plan industriel de la SNCM.

Et pour cause : ils ont déjà consenti beaucoup d'efforts et la recherche d'un actionnaire de remplacement risque de pren-

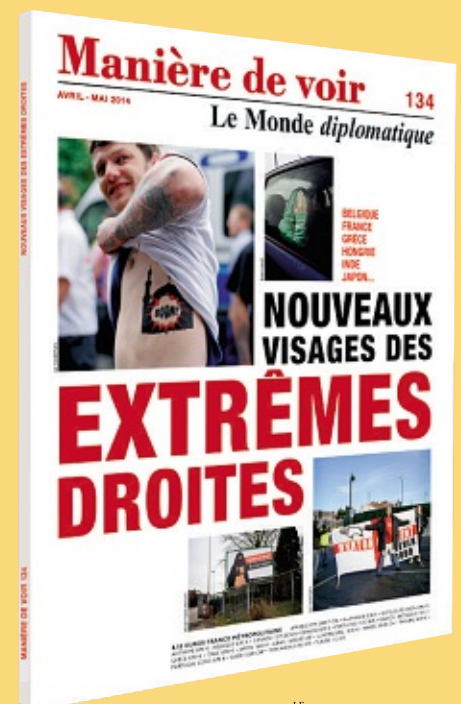
dre du temps, au vu de la menace brandie par Bruxelles : une amende de 440 millions d'euros pour aides d'Etat. Qui reprendrait le groupe dans de telles conditions ?

Transdev privilégie son intérêt financier. Veolia le fait à la façon musclée d'un Antoine Frérot, son PDG, prêt à actionner l'arme fatale d'une liquidation. La CDC à la manière d'un actionnaire public tenu par l'image et la nécessité de ne pas mettre sur le carreau 2600 salariés. Encouragée par l'Etat, elle travaille à une solution transitoire pour le financement des navires dont a besoin la SNCM...

Inextricable ? Pour le gouvernement, la SNCM est une grenade dégoupillée. Au moins pourra-t-il compter sur deux experts. Car à l'Elysée, c'est à Jean-Pierre Jouyet, ex-patron de la CDC promu secrétaire général de la présidence, qu'il reviendra de gérer un dossier qui l'a beaucoup occupé. Il devrait avoir pour interlocuteur à la CDC son prédécesseur à l'Elysée, Pierre-René Lemas, que le sujet avait aussi mobilisé. ■

anne.michel@lemonde.fr

Extrêmes droites : le décryptage



Une publication **MONDE diplomatique**
www.monde-diplomatique.fr/mdv

Les aides de l'Etat vont se concentrer sur l'indispensable rénovation du bâti.

MICHEL VIALLE/MEDIA ACCESS

Lundi 21 avril, le domaine national de Chambord (Loir-et-Cher) sera en majesté dans l'émission « Top Chef », diffusée sur M6. Le château de François I^{er} accueille la finale de ce programme de télé-réalité culinaire au cours duquel deux chefs sont chargés de préparer un dîner de cent couverts.

« *Ils s'agit d'une mise à disposition d'espace*, précise-t-on à la direction de la communication du monument historique. *Nous n'avons pas reçu d'argent, mais nous escomptons de nouveaux visiteurs.* »

L'émission, programmée un lundi de Pâques, au tout début de la saison touristique, a été réalisée le 15 décembre 2013. Les équipes de tournage n'ont pu occuper les salles du château qu'après la fermeture de l'accès au public, à 17 heures.

Chambord sert donc d'écrin à la gastronomie française. Cela tombe bien : ces deux joyaux sont inscrits au Patrimoine mondial de l'Unesco, le premier depuis 1981 et le second depuis 2010.

Arrivé en 2010 à la tête de l'établissement public de Chambord, Jean d'Haussonville ne court pas après ce type d'événements, mais il ne les dédaigne pas non plus. Sous sa houlette, Chambord, où la fréquentation s'est légèrement érodée (775 000 visiteurs en 2012, 750 000 en 2013), change. Et cela ne fait pas que des heureux.

Quelques convictions animent ce grand commis. « *L'Etat culturel doit se réformer. Il est possible de réaliser des mesures d'économie qui vont dans le sens des efforts demandés au niveau national, sans rogner sur la mise en valeur du patrimoine et l'accueil des publics* », assure-t-il.

Pour M. d'Haussonville, le modèle de développement, c'est Versailles. Dans les deux cas, il s'agit de monuments d'exception, des chefs-d'œuvre architecturaux, propriétés de l'Etat. Ils doivent leur édification à des rois bienfaiteurs des arts et des lettres et visionnaires, Louis XIV pour Versailles, François I^{er} pour Chambord.

Grâce à sa proximité avec Paris – vingt kilomètres séparent les deux villes –, la demeure du Roi-Soleil bénéficie d'un indéniable atout. Chambord est, de son côté, le château de la Loire le plus proche de la capitale. Les touristes qui veulent s'y rendre peuvent prendre le train à la gare d'Austerlitz ; après 1 h 30 de voyage, ils descendent à celle qui porte, depuis janvier, le nom de Blois-Chambord.

En 2013, M. d'Haussonville a engagé un plan stratégique Chambord. L'objectif est de tendre vers l'autofinancement d'exploitation de l'établissement public en 2019. Doté d'un budget de près de 14 millions d'euros, Chambord s'autofinance déjà à hauteur de 84 %, contre 69,5 % en 2006.

Le directeur anticipe les baisses de subventions versées par l'Etat, que ce soit celles du ministère de la culture ou celles du ministère de l'environnement – pour la gestion des 54 440 hectares du parc, le plus grand d'Europe dans cette catégorie. Clos d'une enceinte de 32 kilomètres, il abrite une vaste forêt très giboyeuse. M. d'Haussonville veut concentrer les aides de l'Etat – soit 2,5 millions d'euros – sur les travaux indispensables, pour des raisons de sécurité, de restauration des donjons et sur la rénovation des jardins.

Pour les dépenses de fonctionnement de l'établissement, M. d'Haussonville entend s'appuyer sur les atouts propres de ce site exceptionnel. Outre le château, il y a aussi le foncier qui appartient à l'Etat – Chambord est la seule commune de France dans ce cas ; elle compte 130 habitants. Depuis plus de quatre-vingts ans (date de l'acquisition du domaine aux princes de Bourbon-Parme), douze commerces sont installés sur le domaine. Il y a aussi un hôtel campagnard (le Grand Saint-Michel), dont les fenêtres donnent sur le château. Au fil du temps, deux familles détenant quatre de ces douze commerces, plus l'hôtel.

Or, en application d'un rapport de la Cour des comptes de février 2010 et d'un avis du Conseil d'Etat de juillet 2012, l'établissement public de Chambord a obtenu le droit de transformer chacun des baux



Chambord, en quête de renaissance

L'Etat reprend en main le domaine afin d'accueillir un plus grand nombre de visiteurs

LE SITE A REÇU LA VISITE DE 750 000 TOURISTES EN 2013. L'OBJECTIF EST D'EN ACCUEILLIR UN MILLION

commerciaux en convention du domaine. « *Nous avons déverrouillé une situation qui cadenassait Chambord* », explique M. d'Haussonville. Cette petite révolution ne s'est pas faite sans heurts ni protestations. Mais elle est effective depuis mars. Une vingtaine de contentieux commerciaux sont désormais éteints.

Sur les douze exploitants, six restent en place, mais se retrouvent avec un cahier des charges plus exigeant. La redevance qu'ils devront payer au domaine passera, sur dix ans, de 3 % à 12 % du chiffre d'affaires hors taxes. Pour les six qui partent, une indemnité d'un montant de 4,8 millions d'euros a été votée, dont 3 millions pour les gérants de l'hôtel Grand Saint-Michel.

La nouvelle étape est d'ailleurs la reprise de ce dernier, au 1^{er} juillet. Quatre sociétés françaises d'hôtellerie sont sur les rangs. Elles ont chacune eu recours aux services d'un architecte – Alexis Duquennoy pour le groupe familial Trollet, Philippe Lemonnier pour la société Buildinvest, Jean-Michel Wilmotte pour Frédéric Jousset et Jean-Jérôme Degoursi, enfin Dominique Perrault pour GL Events, présidée par Olivier Ginon. La décision sera prise le 11 juin par le conseil d'administration de Chambord.

La gestion d'un deuxième établisse-

ment – la ferme de l'Ormetrou – doit aussi être confiée à un opérateur privé. Située à 1,5 km du site avec une vue imprenable sur le château, elle abritera un hôtel très haut de gamme, tandis que le Grand Saint-Michel, situé dans le village, doit conserver son caractère familial.

Pour l'hôtellerie, la durée de la convention sera de 45 ans et le taux de redevance de 7,5 % du chiffre d'affaires. A charge pour les repreneurs d'assurer l'indemnisation des anciens propriétaires.

Grâce à ces transformations, M. d'Haussonville espère accueillir plus de public et le faire rester plus longtemps.

C'est sur le thème de « l'art de vivre à la française » que les nouveaux commerçants ont été choisis. Le village souffrait d'un manque d'offres de restauration et d'hôtellerie. Un bar à vins, un salon de thé-glacier et un troisième lieu de restauration, qui n'est pas encore défini, vont ouvrir.

De son côté, la direction de Chambord a déjà créé un café dans l'enceinte même du château, ouvert en saison haute. Elle a repris, en propre, un lieu pour assurer la restauration collective des groupes et elle assure en direct la gestion de trois gîtes qui permettent d'accueillir des familles.

La boutique du château va aussi connaître une refonte en profondeur, donnant un plus large accès aux produits du ter-

UN PLAN STRATÉGIQUE EST ENGAGÉ. LE MODÈLE, C'EST VERSAILLES

roir, du miel butiné par l'abeille noire de Sologne et des vins de Loire... Sur la période récente, les activités de plein air – balade en calèche, location de barques, de vélos – ont été reprises en direct et développées.

Quant aux programmes scientifiques et écologiques, comme l'écoute du brame du cerf ou le spectacle de sangliers venant boire en fin de soirée dans la zone humide située aux abords du château, ils trouvent aussi leur public. Enfin, depuis un an, un forfait est aussi proposé aux familles. Il donne accès à des offres culturelles, récréatives et de restauration. « *Nous avons changé le moteur de développement de Chambord* », se réjouit M. d'Haussonville.

Pour améliorer l'acheminement du public, le directeur général prévoit de rendre plus accessible l'entrée du village, en cassant l'Algeco et la cahute qui servent de porte d'entrée au château et en les remplaçant par une halle à tabac solognote. Il pense aussi à restaurer la place du village, en conservant les rangées d'arbres, mais en supprimant le bitume qui recouvre le sol.

« *Ce que nous faisons, c'est du colbertisme moderne en mariant l'art et le commerce* », ajoute-t-il. De fait, c'est bien la fin de « la gestion à la papa » de ce domaine qui a été rendue possible par l'arrêt des chasses présidentielles en 1995. ■

ALAIN BEUVE-MÉRY

Pour en finir avec le « château des courants d'air »

« *QUOI QUE vous fassiez, vous serez jugé sur les sanitaires et sur la sécurité.* » Telle est la règle d'or de l'Association des résidences royales européennes (ARRE), qui fédèrent les principaux châteaux princiers.

Cet adage, Jean d'Haussonville, le directeur général de l'établissement public de Chambord, ne l'oublie jamais. Mais cela ne l'empêche pas d'échafauder des stratégies destinées à attirer le public.

En 2013, le château a accueilli 750 000 visiteurs, dont la moitié de touristes étrangers, et 1,5 million de personnes sont passées sur le site.

Mais le potentiel de développement reste énorme. Car, de 200 touristes en journée creuse en hiver à 8 000 personnes au cœur de l'été, Chambord dispose, vu ses volumes et sa superficie, d'une jauge qui lui permet de ne jamais être engorgé.

L'objectif est désormais d'atteindre le million de visiteurs annuels.

Comme Chambord est le château de la Loire le plus proche de Paris, il se trouve à chaque fois placé par les tour-opérateurs soit en tout début, soit à la fin d'une excursion.

L'édifice, né de la volonté de François I^{er}, et vanté pour son escalier à double révolution, est également surnommé « *le château des courants d'air* » : il pâtit de la réputation d'être vide.

Réaménagements en série

Pour lutter contre cette idée reçue, M. d'Haussonville a signé un partenariat avec le Mobilier national (*Le Monde* du 24 janvier). Depuis cinq ans, les salles abritent de riches collections de mobilier, de tapisseries et de peintures, sans compter la collection de carrosses du comte de

Chambord (1820-1883), prétendant au trône de France, commandée pour un sacre qui n'a jamais eu lieu.

L'équipe de direction doit aussi lutter contre la tentation des autocaristes de n'assurer qu'un « arrêt photo » de loin, notamment pour les touristes étrangers. « *Le stop n'était pas jugé assez attractif par les chauffeurs, ni par les simples visiteurs* », précise Cécile Munk-Koefoed, directrice de la communication.

Or il existe une autre règle de gestion pour les œuvres du patrimoine que les conservateurs appliquent : chaque année, il faut renouveler un vingtième de ses collections ou de l'offre globale. Ce niveau correspond à la rotation du nombre de nouveaux visiteurs.

Au printemps, les équipes de l'établissement public ont ainsi entrepris de faire renaître le jardin à l'an-

glaise qui existait au XIX^e siècle et qui était situé sur l'aile droite du monument, lorsque l'on vient du village. Tous les sentiers d'accès au château ont également été redessinés, en utilisant le même procédé que celui employé pour la restauration des allées de Versailles.

Outre le programme de rénovation des tours du château – les terrasses et la vue qu'elles donnent, étant l'un des principaux attraits du site –, M. d'Haussonville et ses équipes ont prévu de réaménager la chambre de François I^{er}, en faisant réaliser les meubles par des menuiseries de la région, car il n'existe plus de meubles d'époque. Enfin, le grand chantier concerne la renaissance des jardins à la française, selon les plans authentiques du XVIII^e siècle. ■

A.B.-M.

La guerre entre taxis et VTC s'étend en Europe

Bruxelles a interdit le service de covoiturage UberPop. La Commission européenne dénonce cette décision

Bruxelles
Correspondant

La guerre entre les sociétés classiques de taxis et les « véhicules de tourisme avec chauffeur » (VTC) s'est déplacée de l'autre côté du Quiévrain et a gagné Bruxelles. Et elle a été arbitrée par la justice locale.

Dans un arrêt présenté comme une première européenne, le tribunal de commerce de la capitale belge a ordonné, il y a quelques jours, à la société américaine de VTC Uber de cesser ses activités sous peine d'une astreinte de 10 000 euros pour toute infraction constatée par la police.

En France, le gouvernement de Jean-Marc Ayrault, sous pression, avait décidé, au mois de février, de geler les immatriculations de nouveaux VTC en attendant le rapport d'un médiateur qu'il avait nommé, le député Thomas Thévenoud (Parti socialiste, Saône-et-Loire).

Le service UberPop de « covoiturage urbain » avait été lancé le 24 février en Belgique, selon un modèle développé dans des dizaines d'autres villes de par le monde, notamment à Paris. Une application mobile permet de mettre en contact des consommateurs et des chauffeurs indépendants qui sont prêts à les transporter.

Le succès de ce service – voiture souvent haut de gamme, personnel prévenant, attentions diverses à bord – a été immédiat.

« Le retour des usagers [en termes de satisfaction du service proposé] a été fabuleux », a expliqué au quotidien *La Libre Belgique* Pierre-Dimitri Gore-Coty, le directeur général d'Uber pour l'Europe de l'Ouest et du Nord, jeudi 17 avril. Les tarifs – ils débutent à 4 euros – ont aussi séduit la clientèle, même s'ils varient fortement en fonction des moments de la journée. Les taxis bruxellois classiques sont, eux, chers, et ils ont une piètre réputation.

La Région de Bruxelles a rapidement sévi, estimant, selon un porte-parole de la ministre Brigitte Grouwels, chargée des transports, que les chauffeurs, non enregis-

trés officiellement et ne disposant pas des autorisations nécessaires, exerçaient une activité illégale.

Les premières voitures ont été saisies le 3 mars, tandis que la société des Taxis verts, l'un des principaux acteurs du secteur, décidait de faire appel à la justice.

Celle-ci a estimé qu'Uber agissait de façon « contraire aux pratiques honnêtes du marché », puisque la société transmettait, via sa plate-forme, des courses à des conducteurs non homologués.

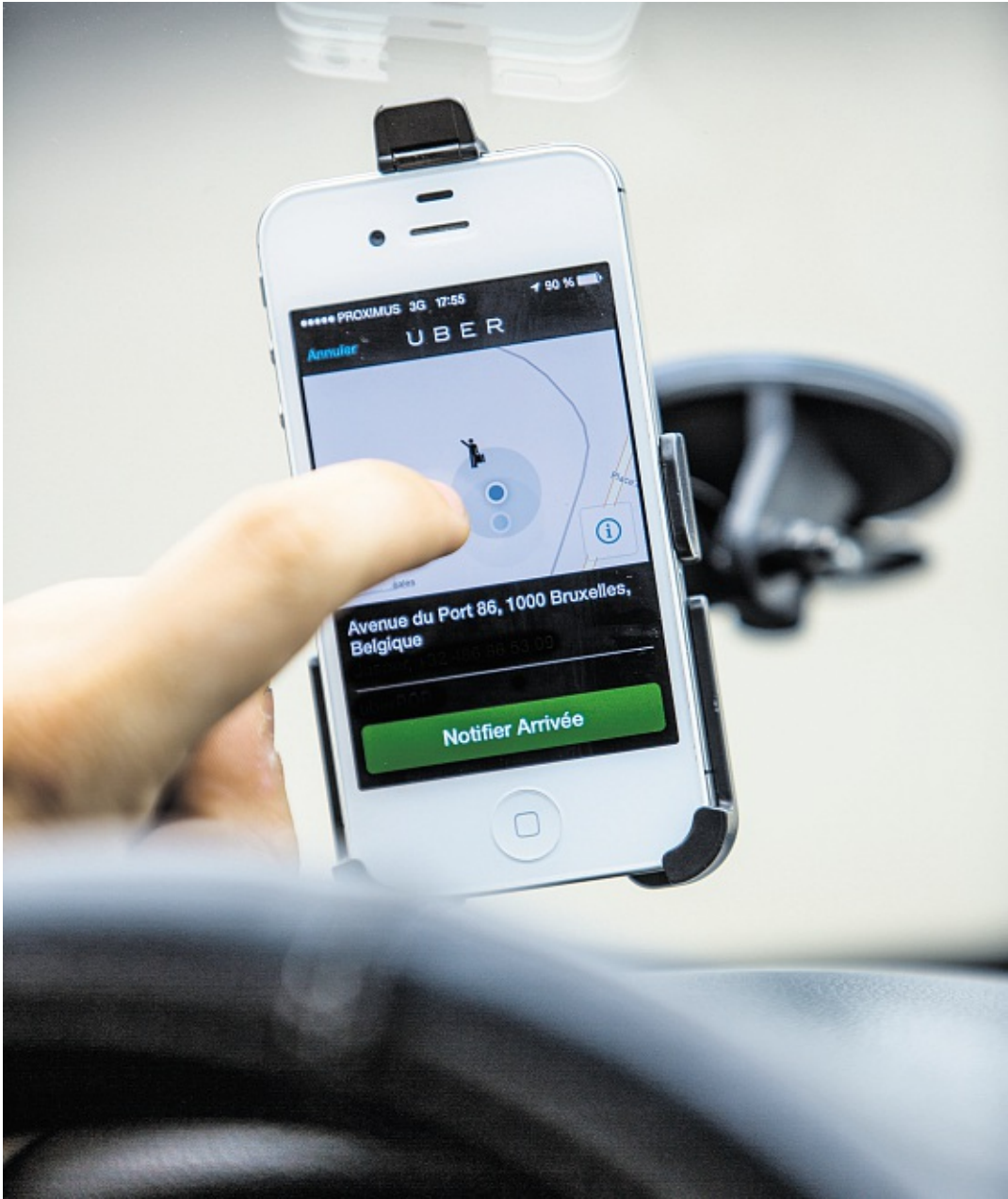
« Les chauffeurs n'ont passé aucun examen, ne suivent pas les tarifs et leurs véhicules ne sont pas en règle au niveau de la signalisation », a ajouté M^{me} Grouwels.

Une simple application permet de mettre en contact les particuliers et des chauffeurs indépendants

Cette dernière affirmation a fait sourire les clients : les voitures de la compagnie ne disposent sans doute pas du « spoutnik » – la barre de toit qui permet d'identifier les taxis « officiels » –, mais elles sont tout de même récentes et propres, ce qui n'est pas la règle dans le secteur classique.

Brigitte Grouwels, qui avait déjà dû affronter, à la fin de 2013, une fronde des taxis contre la taxe qui leur est imposée (575 euros par an) et l'instauration obligatoire d'un nouveau taximètre digital, n'a manifestement pas voulu engager un nouveau conflit contre eux. D'autant qu'elle tente, certes avec beaucoup de difficultés, de réformer le secteur, après avoir notamment revu son système de licences.

Trois associations professionnelles menaçaient de ne plus se soumettre aux règlements de la Région si le service UberPop n'était pas interdit. Elles se préparaient à lancer une offensive contre Djump, une autre société qui vient de se lancer à Bruxelles.



Le service UberPop de « covoiturage urbain » a été lancé le 24 février à Bruxelles. THIERRY DU BOIS

Le Groupement national des entreprises de taxis estime, lui, que la législation en vigueur vise à protéger les utilisateurs mais également à s'opposer à des compagnies qui « fraudent le fisc et la sécurité sociale ».

La situation des chauffeurs d'Uber – ils sont embauchés s'ils possèdent un permis de conduire

depuis trois ans, une assurance et un casier judiciaire vierge – n'a pas été réellement clarifiée. Selon des juristes, leur activité n'est pas illégale au regard du droit social et de la fiscalité, mais ils doivent payer des cotisations, déclarer leurs revenus et posséder un numéro d'entreprise. On ignore si tous entendaient respecter ces règles.

Uber affirme aujourd'hui vouloir poursuivre ses activités à Bruxelles et elle devrait donc faire appel de la décision du tribunal de commerce bruxellois. « Il faut arrêter de protéger des acteurs de manière artificielle », a d'ores et déjà déclaré M. Gore-Coty.

Cet avis est partagé par la commissaire européenne chargée du

La France a saisi la justice à propos d'UberPop

Le gouvernement français a saisi la justice, début avril, à propos d'UberPop, à la suite de l'enquête de la Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (DGCCRF) jugeant illégal ce service de « covoiturage urbain » à but lucratif.

Le récent remaniement ministériel a par ailleurs ralenti l'avancée de la médiation du député socialiste de Saône-et-Loire, Thomas Thévenoud, dans le conflit qui oppose les taxis aux véhicules de tourisme avec chauffeur (VTC).

Prévue le 14 avril, la remise du rapport à Matignon a été décalée de plusieurs jours. Le document devrait comprendre trente propositions incluant des réglementations pour les VTC et des modernisations pour les taxis. Lors des premières rencontres, des pistes ont été évoquées, comme le fait de rendre obligatoire le paiement par carte bleue dans tous les véhicules, ou d'instaurer un forfait pour les courses vers les aéroports. Enfin, le manque de contrôle des VTC lors de leur inscription au ministère du tourisme a également été souligné.

numérique, Neelie Kroes. Très en colère, cette dernière a évoqué une décision « stupide » destinée à protéger un « cartel ». Et elle a accusé M^{me} Grouwels d'être une ministre de « l'immobilité » plutôt que de la mobilité.

« M^{me} Kroes est l'incarnation du libéralisme sauvage », a aussitôt répliqué la ministre bruxelloise. Le dossier a, en tout cas, immédiatement acquis un retentissement européen. « Si les cartels des taxis échouent à assumer le changement, ils sont promis à la mort », écrivait le *Financial Times* dans un éditorial sur le sujet le 17 avril. ■

JEAN-PIERRE STROOBANTS

Berlin tente de contenir l'américain Uber

Berlin
Correspondance

Le David berlinois a décroché une première victoire contre le Goliath américain. Président d'une des fédérations de taxis de la capitale allemande et patron d'une petite société de neuf employés et de quatre véhicules, Richard Leipold a obtenu gain de cause contre Uber, le 11 avril.

Dans une ordonnance de référé, le tribunal de grande instance de Berlin a interdit à la société américaine de poursuivre ses activités liées à l'une de ses applications, le « service limousine », baptisé aussi « Uber Black ». Instauré en 2013 à Berlin, il met en relation des conducteurs, au volant de limousines louées, et des particuliers.

La justice berlinoise a estimé qu'Uber violait la loi relative au transport des personnes, les véhicules de location n'ayant pas vocation à sillonner la ville en permanence à la recherche de clients. L'astreinte à l'encontre de la firme de San Francisco pourrait se monter à 250 000 euros.

Satisfait de sa victoire, Richard Leipold ne cherchera pourtant pas à faire respecter l'injonction du tribunal : « Uber est prêt à aller jusque devant la Cour de justice européenne, précise-t-il. Et, s'ils obtiennent gain de cause, ils me réclameront des dommages et intérêts à la hauteur de ce qu'ils auraient per-

du en attendant l'ultime verdict. Financièrement, je n'ai pas les reins assez solides pour cela. »

Uber n'a du reste pas suspendu son « service limousine », et a même mis en place, le 15 avril, soit quelques jours après le jugement, son autre application controversée, « UberPop », qui met en relation des clients et des conducteurs privés – celle que le tribunal de commerce de Bruxelles vient de condamner.

Respecter les mêmes règles

Dans un pays où le covoiturage existe depuis longtemps, cette application a des chances de rencontrer un vif succès.

Mais, cette fois, c'est le Sénat berlinois qui a réagi. L'administration chargée de la délivrance des licences de taxi – on compte à Berlin 18 000 chauffeurs et 7 600 sociétés – annonce étudier le dossier sur le plan juridique puisqu'il est expressément interdit par la loi d'exercer une activité commerciale de taxi sans licence.

« Je n'ai rien contre la concurrence, précise Richard Leipold, mais il faut respecter les mêmes règles du jeu sur le même terrain. Et Uber n'est pas une start-up d'étudiants, c'est un groupe qui réalise plus de 1 milliard de dollars [plus de 720 millions d'euros] de chiffre d'affaires et cherche à imposer une situation de monopole. » ■

BLANDINE MILCENT

LE PAKISTAN INVITE...

les sociétés ayant une expérience internationale en ingénierie ferroviaire à s'associer à sa nouvelle vision, à son dynamisme et à sa croissance

DEMANDE DE PROPOSITION (DP)

POUR L'ENGAGEMENT DE CONSULTANTS NATIONAUX / INTERNATIONAUX

Faisabilité de la nouvelle liaison ferroviaire d'Islamabad à Murree et Muzaffarabad

Pakistan Railways a l'intention de recourir aux services de consultants nationaux / internationaux ou d'un consortium de consultants, pour la réalisation de l'étude de faisabilité de la nouvelle liaison ferroviaire entre Islamabad / Rawalpindi et Muzaffarabad via Murree Hills.

Téléchargez les documents de la DP sur

Le site de Pakistan Railways: www.pakrail.com

Ou le site de PPRA: www.ppra.org.pk

La première conférence préparatoire aura lieu le 7 mai 2014 à 11 h, au siège des Chemins de fer de Lahore, et la deuxième le 23 mai 2014, au ministère des Chemins de fer à Islamabad.

Toute information complémentaire peut être obtenue auprès de: censc@pakrail.com

La proposition ne peut être soumise qu'au FORMAT PRESCRIT à l'adresse suivante, d'ici le 31 mai 2014 avant 14 h.

- L'organisation japonaise du commerce extérieur (JETRO) place le Pakistan à la seconde place mondiale en termes de croissance économique.
- "Le Pakistan peut devenir la 18e économie mondiale d'ici 2050", selon Jim O'Neill (économiste renommé).
- Les investisseurs s'intéressent au Pakistan en raison de la politique favorable aux investissements adoptée par le nouveau gouvernement, selon le Wall Street Journal.

BASHARAT WAHEED

Ingénieur en chef (Études et Construction)

Pakistan Railways

Headquarters Office, Empress Road, Lahore, Pakistan

Phone: +92-42-99201625, Fax: +92-42-99201760

Email: censc@pakrail.com



EDF se renforce dans les centrales thermiques à charbon en Chine

Le groupe va construire et exploiter une installation de dernière génération, moins polluante



Les trois quarts de l'énergie chinoise sont produits par des centrales au charbon. LI BIN AH/IMAGINE CHINA/AFP

EDF n'a pas concentré toute son activité en Chine sur l'énergie nucléaire. Déjà exploitant d'une centrale au charbon dans le sud du pays (Guangxi) et actionnaire de plusieurs autres, le groupe français a annoncé, vendredi 18 avril, la création, avec l'électricien China Datang Corporation (CDT), d'une coentreprise chargée de la construction et de l'exploitation, à partir de 2016, d'une centrale à charbon «ultra-supercritique» de 2 000 mégawatts (MW) dans le Jiangxi (Sud-Est).

EDF possèdera 49 % de Datang International Fuzhou Power Generation Company Ltd, chargée de ce projet d'environ 900 millions d'euros au total. Il le financera par de la dette et par fonds propres pour environ 120 millions d'euros.

C'est la première centrale à charbon recourant à la technologie «ultra-supercritique» qu'EDF bâtira et exploitera. Le groupe s'est associé à des constructeurs chinois : la conception a été confiée au Guangdong Engineering and Design Institute, et la turbine à Dongfang Electric Corporation.

D'un rendement plus élevé (43 %) qu'une centrale convention-

nelle (35 %), elle utilisera moins de charbon pour produire plus de courant. Son impact sur l'environnement sera réduit : elle émettra moins de CO₂ (800 g/KWh) et, grâce au traitement des fumées, elle rejettera sept fois moins d'oxyde d'azote (NOx) et douze fois moins d'oxyde de soufre (SOx).

Si Pékin refuse de sacrifier son développement économique à l'environnement, il a fait de la réduction de la pollution atmosphérique et des émissions de CO₂, dont il détient le record mondial en valeur absolue, une des lignes directrices de sa politique.

Maintenir les savoir-faire

Pour EDF, l'enjeu est autre. Les centrales au charbon n'ont plus d'avenir en France, où les huit tranches que l'électricien exploite encore en région parisienne, au Havre (Seine-Maritime) et à Cordemais (Loire-Atlantique) sont en cours de fermeture. Notamment parce qu'elles ne répondent plus aux sévères normes environnementales édictées par la Commission européenne.

Or le groupe veut maintenir et développer ses compétences dans

le thermique. « Pour EDF, participer à ce projet est l'occasion d'enrichir son savoir-faire et son retour d'expérience », se félicite son PDG, Henri Proglio. Et, là, le meilleur « laboratoire » est en Chine.

Les trois quarts de l'électricité chinoise sont produits par des centrales thermiques au charbon, qu'il extrait dans les provinces de l'Est et du Nord-Est ou importe en quantité. Une bonne soixantaine d'unités «supercritiques» sont déjà en service et une dizaine en construction. Et le pays prévoit de bâtir encore des centaines de tranches dans les prochaines années.

En arrivant aux commandes d'EDF en novembre 2009, M. Proglio avait souligné l'importance de maintenir tous les savoir-faire acquis par l'opérateur depuis des décennies. Le charbon en faisait partie, comme le nucléaire et les barrages hydroélectriques.

La coopération avec les Chinois était naturelle puisque le début de la collaboration entre le groupe français et Datang remonte à 2006 et qu'ils exploient une centrale en commun depuis 2009.

En rachetant British Energy en 2008, EDF a aussi mis la main sur

deux centrales d'une capacité totale de 4 000 MW au Royaume-Uni, où il met surtout l'accent sur le nucléaire (deux réacteurs EPR) et l'éolien maritime.

Son aventure est plus chaotique en Pologne. Le producteur français avait initialement prévu de construire une centrale dernier cri (charbon et biomasse) d'une puissance de 1 800 MW pour remplacer les huit unités de Rybnik.

EDF a finalement renoncé à ce projet de 1,8 milliard d'euros au profit d'un investissement de 300 millions d'euros dans la modernisation des tranches existantes, qui fonctionneront jusqu'en 2030. Il s'agit de mettre cet outil de production aux normes en réduisant les émissions d'oxyde de soufre (par 5) et d'oxyde d'azote (par 2,5).

Mais, dans l'affaire, c'est Alstom le grand perdant. Le groupe français, qui traverse aujourd'hui une passe difficile malgré un carnet de commandes de 51 milliards d'euros, devait fournir le groupe turbine-alternateur et d'autres équipements pour une valeur estimée à 900 millions d'euros. ■

JEAN-MICHEL BEZAT

La saison du chocolat démarre dans un contexte de tension sur les prix

L'envolée du cours du cacao met sous pression le secteur, et notamment les petits artisans

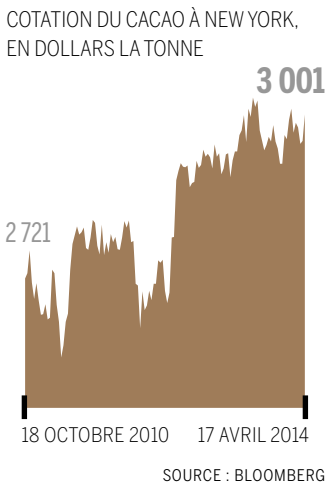
Les artisans chocolatiers redoublent d'imagination dans leur boutique pour agrandir le bestiaire chocolaté de Pâques, moulant cigogne, renard ou homard. Plus conventionnels, les industriels alignent des présentoirs de lapins ou de poules standardisés dans les rayons de la distribution. Mais tous espèrent que les Français seront au rendez-vous, pour ce premier temps fort de 2014. Même si elles sont deux fois moindres que celles de Noël, les ventes de Pâques ont pesé en 2013, 15 200 tonnes, soit 4 % des volumes vendus dans l'année, selon les chiffres du Syndicat du chocolat. En progression de 3,4 %.

Cette année, la tension est d'autant plus forte pour les fabricants que le cours du cacao s'est envolé depuis l'été 2013. Le prix a bondi de près de 30 % sur un an. « Cette augmentation est due aux fonds qui spéculent sur les matières premières. Car même si la consommation mondiale de chocolat progresse de 2 % à 3 % par an, cela n'a rien à voir avec la hausse des cours actuelle », affirme Gilles Gommendy, directeur général des Chocolats De Neuville, une filiale du groupe Bongrain, qui affiche 40 millions d'euros de chiffre d'affaires.

Spéculation

Le cacao est régulièrement soumis aux affres de la spéculation. Le moindre aléa climatique ou instabilité politique en Côte d'Ivoire ou au Ghana, deux pays qui concentrent 70 % de la production mondiale, fait flamber les cours. De plus, des analystes agitent de façon récurrente le chiffon rouge d'une éventuelle prochaine pénurie de chocolat. En cause, l'augmentation de la consommation dans les pays émergents, notamment en Asie, alors que la production présente des signes de fragilité. Le vieillissement des arbres et le manque d'entretien des plantations ont fait baisser les rendements en Côte d'Ivoire.

Pour Patrick Poirrier, PDG de Cémoi, la productivité actuelle du premier exportateur mondial, comprise entre 200 et 300 kg par hectare, deux fois moindre qu'au Ghana, est insuffisante. Cette société française de 750 millions d'euros de chiffre d'affaires a la particularité de posséder une usine de transformation de fèves de cacao à Abidjan et donc de maîtriser toute la filière. Pour autant, la situation semble plutôt favorable en 2014, avec une production de cacao en Côte d'Ivoi-



re attendue en hausse de 7 %, à 1,55 million de tonnes. Mais les analystes évoquent le risque du phénomène climatique El Nino pour les récoltes suivantes.

Tous les fabricants ne sont pas touchés de la même manière par la hausse du prix du cacao, et celle encore plus forte du beurre de cacao. Tout dépend de la part de ces ingrédients dans la recette et de la taille de l'acteur. Charles Chocolatier, un artisan parisien aux assortiments richement cacaotés, vient d'augmenter les prix de ses ballottins de 5 %.

« Nous n'avons pas augmenté nos prix après une hausse de plus de 2 % en mai 2013. Nous achetons à terme pour nous protéger et nous bénéficions de la puissance d'achat d'un groupe », estime pour sa part M. Gommendy. Bongrain possède aussi Valrhona, Révillon ou la Maison du chocolat.

Le marché français, qui s'est stabilisé en 2013 à 2,76 milliards d'euros, est dominé par des grands groupes internationaux : l'italien Ferrero suivi de l'américain Mondelez, puis des suisses Lindt et Nestlé. Pour ces géants, la baisse du prix du sucre ou le cours avantageux de l'huile de palme permettent d'amortir le choc. Certains tels Lindt créent des boutiques pour moins dépendre de la grande distribution. La situation est plus complexe pour Cémoi dont les confiseries sont vendues essentiellement en grande distribution, et souvent sous marque distributeur. Si son coffret de poulettes à la guimauve a augmenté de 6 % en deux ans, d'autres produits sont au même tarif. La guerre des prix des grandes enseignes ne facilite pas les négociations tarifaires. ■

LAURENCE GIRARD

Le chausseur haut de gamme ManBow veut rénover son réseau et s'internationaliser

La PME française, qui détient l'enseigne Manfield et les chaussures Bowen, n'envisage pas d'acquérir son concurrent Bexley, qui est à vendre

En vingt minutes chrono, Julia no monte et coud à la main un mocassin de cuir sur une forme. Une semelle ou des picots sont ajoutés à la fin de l'opération. Cet artisan de l'usine de Franca, dans l'Etat de Sao Paulo (Brésil), est venu cette semaine montrer son savoir-faire dans une boutique parisienne Fairmount. Il travaille, comme une centaine de ses confrères, à la fabrication de mocassins pour cette marque qui appartient à une PME familiale française, ManBow.

Cette dernière détient aussi l'enseigne de magasins multimarques Manfield et les chaussures Bowen. Elle a racheté, fin décembre 2013, au styliste Charles Kammer sa propre griffe, ainsi que Colisée de Sacha et Parcours, chaussures fabriquées en Toscane.

Si aucune de ces paires de chaussures haut de gamme n'est fabriquée en France, en revanche ManBow y réalise, « 90 % des ventes »,

explique Michel Thierry, directeur général de la société, et styliste de Fairmount.

Directement affecté par une conjoncture très morose, le chiffre d'affaires de ManBow, 45 millions d'euros en 2013, est resté le même qu'en 2012 et le résultat net, tout

Si aucune chaussure ManBow n'est fabriquée en France, en revanche la PME y réalise 90 % de ses ventes

juste bénéficiaire, n'a que très légèrement augmenté.

Le groupe poursuit ses investissements : M. Thierry s'est donné pour ambition de rénover le réseau de Manfield et d'internationaliser le groupe. « Nous cherchons toujours une taille optimale (120 à

150 mètres carrés) et un emplacement envié pour chaque boutique Manfield », explique M. Thierry.

Aujourd'hui, Manfield, qui commercialise une quinzaine de marques (Sebago, Timberland, Heschung, Paul Smith...), détient en propre une cinquantaine de boutiques, dont une trentaine à Paris.

Après le premier magasin Bowen à Bruxelles inauguré en 2013, « nous avons l'intention d'ouvrir une ou deux boutiques à l'international par an », explique M. Thierry.

Il ne cache pas que certains emplacements parisiens sont devenus « intouchables ». Comme les adresses situées à deux pas de Colette, rue Saint-Honoré, dans le 1^{er} arrondissement, dont le prix a été multiplié par douze depuis l'ouverture de ce magasin branché.

L'entreprise a aussi racheté, voici un an et demi, l'usine anglaise Alfred Sargent, dans le Northamptonshire, qui fabrique sa propre

marque et les chaussures Bowen.

« Elle avait été deux fois en dépôt de bilan. C'est un outil industriel extraordinaire que nous ne pouvons pas laisser tomber », explique le directeur général.

Plus de 80 artisans fabriquent des chaussures avec une technique traditionnelle de « cousu goo-

Un secteur industriel très importateur

Le poids de la filière La production française est de 25,6 millions de paires, selon les chiffres de l'année 2013 communiqués par la Fédération française de la chaussure.

Le chiffre d'affaires de l'industrie atteint 935 millions d'euros. On recense 83 entreprises dans le secteur, employant au total 5 500 personnes.

Le commerce extérieur La France exporte pour 2,05 milliards d'euros de chaussures. Les princi-

dyear », encore utilisée par les plus belles marques de la chaussure pour hommes (Loeb, J.M. Weston, Edward Green ou Crockett & Jones).

ManBow exclut une entrée en Bourse et n'envisage pas non plus la reprise d'une nouvelle marque. Même si l'un de ses concurrents français dans la chaussure pour

paux pays à l'exportation sont l'Italie, l'Espagne, l'Allemagne, la Belgique, le Royaume-Uni, Hongkong et les Etats-Unis. Les importations représentent 465 millions de paires de chaussures, soit 5,12 milliards d'euros. Elles proviennent de Chine, d'Italie, du Vietnam, du Portugal, d'Indonésie et d'Espagne.

La consommation Le marché, c'est-à-dire les ventes aux consommateurs, représente 8,8 milliards d'euros en France.

hommes, Bexley, qui pratique des prix moins chers que les siens, est à vendre.

Eric Botton, son président et fondateur, a confié à la banque Bryan Garnier la cession de son entreprise, qui compte dix boutiques en France et une en Belgique, et réalise 25 millions d'euros de chiffre d'affaires et 5 millions d'euros de bénéfice.

A la suite d'un premier tour de piste, plusieurs offres de rachat ont été déposées. Un second tour devrait les départager.

Bexley non plus ne produit pas dans l'Hexagone et a arrêté de faire fabriquer ses chaussures en Grande-Bretagne depuis les années 1990.

M. Botton ne dit pas pour autant dans quels pays sont aujourd'hui réalisés ses souliers. A ses yeux, la question cruciale vient du risque de pénurie de cuir, notamment des peaux de veau de qualité. ■

NICOLE VULSER

Sony, grand vainqueur du match des nouvelles consoles

Le PlayStation devance pour l'instant la Xbox One de Microsoft tandis que Nintendo est distancé

Entre PlayStation (Sony) et Xbox (Microsoft), le cœur des joueurs balance... de moins en moins. Si les deux consoles dominent le marché des « next gen » – les machines de nouvelle génération –, celle du groupe japonais est désormais en train de creuser l'écart avec celle de son concurrent américain.

Sony a dévoilé, mercredi 16 avril, d'excellents chiffres pour les ventes de sa dernière console vedette, la PlayStation 4. A la date du 6 avril, celle-ci s'était déjà écoulée à sept millions d'unités, en à peine cinq mois de commercialisation, soit le double des ventes du modèle précédent, la PS3. En face, la Xbox One de Microsoft ne s'est vendue « qu'à » 5 millions d'exemplaires sur la même période.

Les deux ont été mises sur le marché quasiment au même moment – entre la fin du mois de novembre et le début de décembre 2013. Il s'agissait bien sûr de profiter des fêtes de fin d'année pour maximiser les ventes.

Ces chiffres sont cependant à prendre avec précaution : Microsoft communique en effet sur le nombre de ses consoles qui sont envoyées aux revendeurs, tandis que Sony publie le nombre de machines qui ont été effectivement vendues.

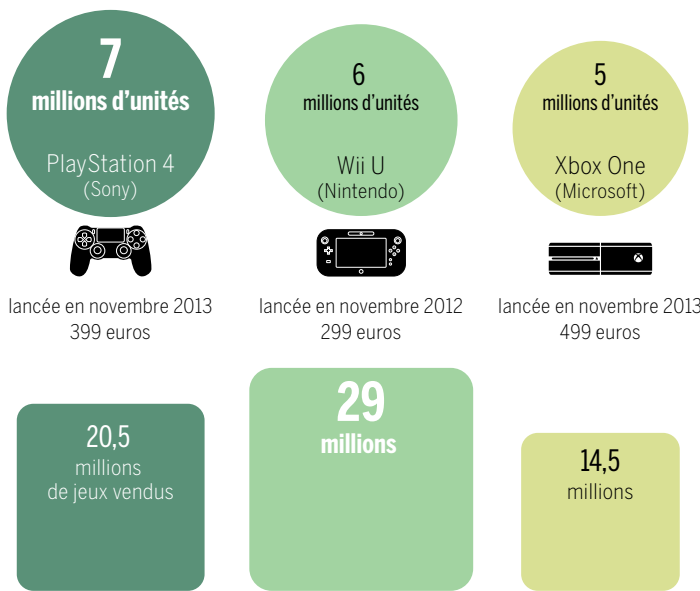
Afin de capitaliser sur ce qui reste un bon démarrage et pour rattraper son concurrent, Microsoft vient, sous l'impulsion de son nouveau patron, Satya Nadella, d'élargir sa division consacrée à la Xbox.

Placé à la tête de ce département, Phil Spencer sera chargé de faire le lien entre les équipes travaillant sur la console elle-même et les services de jeux, de vidéo et de musique en ligne.

Il est vrai que « le succès d'une console repose de plus en plus sur sa capacité à s'inscrire dans les usages du foyer numérique », explique Laurent Michaud, directeur d'étude à l'Idate, think tank dédié à l'économie numérique. A condition toutefois de rester proche des attentes du joueur principal d'un

Les consoles de salon sont toujours là

VENTES DES CONSOLES VIDÉO DEPUIS LEUR LANCEMENT



SOURCE : SOCIÉTÉS

foyer – le « hardcore gamer » –, celui qui manipule le plus la machine à la maison et qui prescrit les achats en matière de jeu.

Lors du lancement de la Xbox One, « Microsoft a communiqué sur les capacités de sa console à diffuser des contenus au-delà du jeu, mais, ce faisant, il s'est éloigné des joueurs pour privilégier les membres de la famille dans sa totalité », ajoute Laurent Michaud.

C'était un choix périlleux, tout comme celui d'avoir, dans un premier temps, décidé de ne pas offrir la possibilité de jouer « off line » (sans connexion Internet). Depuis, le groupe a fait marche arrière face à la bronca des joueurs.

Dans une étude réalisée par l'institut GameStatistics, 75 % des joueurs interrogés mentionnaient le fait de pouvoir jouer sans connexion dans leur motivation pour acheter une Playstation 4.

Côté « médias », les deux consoles font jeu égal, avec une palette de contenus importante, notamment un accès au catalogue de

vidéos à la demande Netflix, la chaîne de diffusion américaine à l'origine, entre autres, de la série à succès « House of Cards ».

En revanche, la PS4 a séduit en proposant une fonction directement dérivée des usages actuels : la présence d'un bouton « Share ».

La PlayStation 4 dispose d'un bouton « share » qui permet de partager des moments de jeu sur les réseaux sociaux

Elle permet de partager des moments de jeu sur les réseaux sociaux. La Xbox One ne dispose pas d'une fonction équivalente.

Côté jeux, Microsoft compte sur le succès de Titanfall, en exclusivité sur la Xbox One depuis le mois de mars, pour tirer ses ventes vers le haut. Mais, prévient Laurent Michaud, « si une exclusivité

peut dynamiser les ventes [d'une console], c'est plutôt le volume et la qualité du catalogue qui comptent lors du lancement ».

Au coude à coude, les deux stars des salons sont néanmoins en train de couler la Wii U de Nintendo, un échec commercial cuisant pour le groupe nippon, avec seulement 2,8 millions d'unités vendues en 2013. En cause, sa faible puissance par rapport à ses rivales, et le fait qu'un grand nombre de jeux s'adresse à un public très jeune. Lancée en novembre 2012, elle apparaît aussi datée par rapport à ses concurrentes.

Le succès du jeu DonkeyKong Tropical Freeze a toutefois permis à la Wii U d'enregistrer un sursaut de 25 % de ses ventes en février. Les nouvelles versions d'autres jeux qui fleurissent bon les années 1990, comme Mario Kart 8, devraient contribuer à soutenir ce rebond. Mais pour combien de temps ?

Le cycle de vie d'une console n'est pas aussi court qu'on le pense : son succès se détermine sur les trois ou quatre premières années de sa commercialisation, pendant lesquelles les ventes augmentent. Les années suivantes verront les ventes se stabiliser, puis diminuer.

Selon les prévisions de l'Idate, les consoles de salon représenteront 42,6 % du chiffre d'affaires global du jeu vidéo d'ici à 2016. Reste à savoir si la dématérialisation galopante des jeux, rendue possible par l'essor du « cloud » (le stockage en ligne) et la multiplication des « seconds écrans » (smartphones, tablettes), ne signera pas la disparition des machines branchées au téléviseur.

D'autant plus que si les chiffres de vente de la PS4 et de la Xbox One semblent élevés, elles font pâle figure comparées à celles enregistrées dans les années 2000, qui dépassaient régulièrement le million d'unités par mois. Angry Bird et autres Candy Crush sont passés par là, acteurs majeurs du déplacement du centre de gravité du « gaming » vers le mobile. ■

AUDREY FOURNIER

INFORMATIQUE

Steria rejette l'offre de rapprochement réitérée d'Atos

La société de services informatiques Steria a indiqué, vendredi 18 avril dans la soirée, rejeter la « proposition non sollicitée » d'un rapprochement avec Atos, qui « ne pouvait viser qu'à perturber les négociations exclusives en cours avec Sopra Group ». Atos avait indiqué dans l'après-midi qu'elle maintenait jusqu'à la fin du mois de mai son « offre amicale » d'un rapprochement avec son concurrent Steria, malgré les discussions avancées de celui-ci avec Sopra Group, une autre SSII. Dévoilé début avril, le projet de fusion entre Sopra et Steria ferait de la nouvelle entité le numéro quatre dans les services informatiques, avec un chiffre d'affaires visé de 4 milliards d'euros. Atos a précisé avoir envoyé le 4 avril une offre amicale au président de Steria égale à celle retenue pour l'offre publique d'échange que doit lancer Sopra sur la société, soit 22 euros par titre, lors d'une assemblée générale extraordinaire convoquée le 27 mai. – (AFP) ■

Télécommunications La guerre des prix « va continuer » dans le mobile

Jean-Yves Charlier, PDG de SFR, pense que la guerre des prix dans la téléphonie mobile « va continuer » mais qu'elle « n'est pas tenable sur le long terme ». « La France doit choisir entre des prix bas et résorber la fracture numérique », a déclaré, samedi 19 avril au Figaro, le patron de SFR, qui doit fusionner avec Numericable-Altice d'ici la fin 2014.

+ 15 %

C'est l'augmentation en deux ans du nombre d'autoentrepreneurs, qui s'est établi à 974 000 fin février 2014, selon l'Agence centrale des organismes de Sécurité sociale. Créé en 2009, le régime de l'autoentreprise permet de développer une activité avec des démarches simplifiées et un régime fiscal avantageux. Seulement 6,1 % des autoentrepreneurs ont enregistré pour le quatrième trimestre 2013 un chiffre d'affaires de plus de 7 500 euros.

Distribution Qualium négocie le rachat de Poult

Le fonds LBO France est entré en négociations exclusives avec le fonds Qualium, filiale de la Caisse des dépôts, déjà propriétaire de Quick, afin de lui céder le biscuitier toulousain Poult pour 180 millions d'euros, selon Le Figaro du 19 avril.

Bourse Airbnb lève 450 millions d'US dollars

Le site de locations d'appartements de particuliers à particuliers Airbnb a conclu, vendredi 18 avril, un accord avec un groupe d'investisseurs dirigé par le fonds TPG pour lever 450 millions de dollars, selon une source proche du dossier. La société Airbnb est valorisée à 10 milliards de dollars, selon le Wall Street Journal. – (AFP)

Chine Veolia récuse toute responsabilité dans la pollution de Lanzhou

Le groupe Veolia a affirmé vendredi 18 avril que sa filiale chinoise n'était pour rien dans la pollution au benzène de l'eau de la ville de Lanzhou, dans le nord-ouest de la Chine, comme l'a laissé entendre la radio nationale chinoise. – (AFP)

« Nous avons une vision à long terme de la coopération avec votre pays et nous voulons rester un partenaire fiable »

C'est ce qu'a déclaré, Ben van Beurden, le PDG du pétrolier anglo-néerlandais Shell, à Vladimir Poutine, vendredi 18 avril. M. van Beurden, cité par les agences russes, a indiqué au président russe qu'il voulait étendre la plate-forme Sakhalin-2.

INDUSTRIE PAPETIÈRE

Sequana se donne un an pour trouver des repreneurs pour ses deux sites menacés

Le groupe papetier Sequana, mis en difficulté par la concurrence croissante d'Internet, se donne un an pour trouver un ou plusieurs repreneurs pour ses deux sites français de Charavines (Isère) et de Wizernes (Pas-de-Calais) menacés de fermeture, a annoncé vendredi 18 avril le ministère de l'économie. Les syndicats de ces deux sites, qui emploient près de 500 salariés, ont été reçus jeudi à Bercy par le ministre de l'économie, Arnaud Montebourg, une semaine après l'annonce par Sequana de son plan de restructuration. Le ministère entend apporter « tout son soutien » à ce processus de recherche « en mobilisant notamment l'Agence française des investissements internationaux et ses antennes internationales ». Le groupe compte la banque publique française Bpifrance parmi ses principaux actionnaires. – (AFP) ■

La start-up londonienne Kantox permet aux entreprises d'échanger directement des devises entre elles

La clientèle visée est celle de PME susceptibles de vouloir échapper aux frais de change des banques



On a déjà entendu parler d'économie alternative. Mais de « marché des changes alternatif », jamais. C'est justement ce que propose la société Kantox aux entreprises désireuses d'éviter l'intermédiation bancaire, au moment où les enquêtes sur les soupçons d'entente illicite entre traders sur le marché des changes (Forex) ne cessent de prendre de l'ampleur – à Londres, aux Etats-Unis, en Suisse.

Cette start-up, créée en 2011 à Londres, permet aux sociétés de s'échanger des devises sur sa plateforme, et de se soustraire de cette façon aux frais de change pratiqués par les banques, qui sont généralement élevés.

Les clients ne sont jamais en contact direct : c'est Kantox qui se charge de « marier » les entreprises qui font appel à ses services et qui fait transiter les fonds sans les encaisser.

« Le Forex est très opaque pour qui n'y est pas initié », explique le PDG et cofondateur de Kantox, Philippe Gelis. Les PME et les entreprises de taille intermédiaire (ETI) n'ont pas les moyens de s'offrir une équipe spécialisée en la matière. En passant par les banques ou les courtiers, elles finissent souvent par payer le prix fort. Nous leur offrons une solution pour respirer. »

Les transactions sont réalisées au taux dit « mid-market » – c'est le rapport moyen auquel les établissements bancaires s'échangent les devises entre elles –, et les commissions, affichées à l'avance, varient entre 0,09 % et 0,29 %, selon la taille de la transaction.

La société procède à une sélection de ses clients et opère sous le contrôle du gendarme britannique des marchés financiers

Parmi les clients de Kantox, on trouve par exemple une firme espagnole du secteur de la chimie, qui réalise environ 16 % de son chiffre d'affaires en monnaies étrangères. Grâce aux services de Kantox, elle dit avoir économisé 450 510 euros en 2013. Cela lui a permis de créer quatre postes et de doper ses investissements en marketing.

« En plus de la commission affichée, les banques se rémunèrent en offrant au client un taux de change largement supérieur au prix auquel elles ont obtenu la devise »,

indique Jean-Gabriel Niel, responsable grands comptes de Kantox pour la France. Cette pratique permet d'empocher des commissions réelles de 1,7 % en moyenne.

En novembre 2013, sur une transaction visant à changer 2,45 millions de dollars (1,77 millions d'euros), la société espagnole cliente de Kantox pense avoir réalisé 16 000 euros d'économie, grâce à des frais qui se sont avérés six fois inférieurs à ceux que lui aurait appliqués une banque classique.

Quid du risque de crédit, en cas d'insolvabilité d'un client engagé dans une transaction ? Kantox, qui procède à une stricte sélection de ses clients et qui opère sous le contrôle du gendarme britannique des marchés financiers, la Financial Conduct Authority, affirme n'avoir encore jamais connu pareille situation.

La start-up a réellement pris son envol en 2013, avec plus de 300 millions de dollars de transactions réalisées dans une vingtaine de devises différentes et pour environ 500 clients à travers l'Europe. Mais elle reste un oisillon sur le marché des changes. « Notre taille ne nous permet pas de faire correspondre parfaitement, à un même moment, plusieurs entreprises aux besoins complémentaires », reconnaît Philippe Gelis.

Les transactions présentent inévitablement un manque résiduel de devises qui est comblé en ayant recours aux marchés classiques via un contrat avec un établissement bancaire britannique.

Le système de Kantox ne présente par ailleurs pas d'intérêt pour les très grands groupes. Les banques offrent déjà à ces derniers des taux compétitifs, accompagnés de services à haute valeur ajoutée (accès à la recherche, etc.) et de produits financiers complexes.

Kantox, qui a levé 6,4 millions d'euros en février – essentiellement auprès du fonds d'investissement Partech Ventures – n'a donc pas de quoi inquiéter les salles de marché des banques et courtiers.

D'autant que 92 % des 5 300 milliards de dollars échangés quotidiennement sur le Forex concernent des opérations de pure spéculation et ne sont jamais réellement livrés, estime la Banque de régulation internationale.

Mais Kantox a toutefois fait une estimation rapide : même si les 8 % restants concernent également les gouvernements, les particuliers ou les grandes entreprises, la demande émanant des PME et des ETI devrait se chiffrer, elle, en dizaines de milliards de dollars par jour. ■

FLORENCE TRAINAR

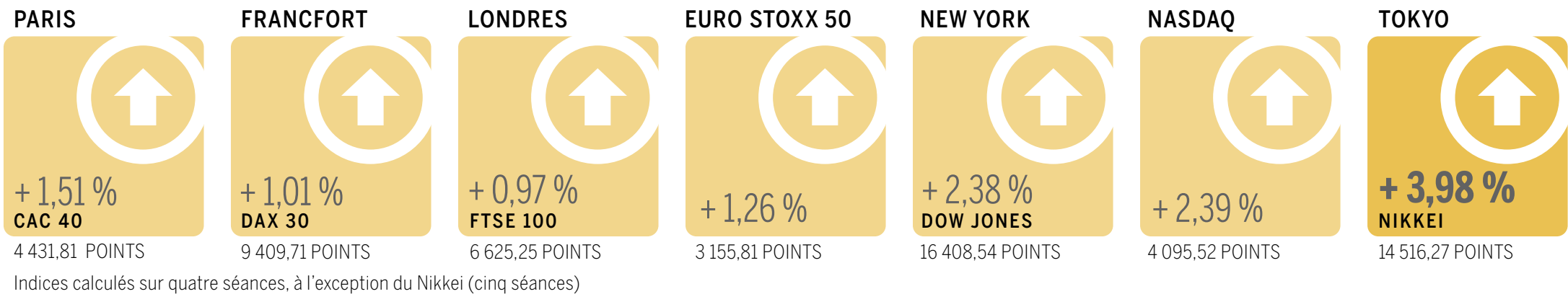
IL EST TEMPS DE PARLER D'ÉCONOMIE

8H30 DU LUNDI AU VENDREDI

Le Monde

BFM BUSINESS

ÉCO&ENTREPRISE



Entrer en Bourse oui, mais avec prudence !

Le chinois Weibo a rejoint les marchés par la petite porte. L'américain Virtu a renoncé à la cotation. Alibaba envisagerait... de prendre son temps

Il en est des introductions en Bourse comme de la chasse aux œufs de Pâques : difficile de savoir à l'avance si la récolte sera bonne ou mauvaise. L'américain Virtu vient d'en faire l'amère expérience. Ce spécialiste du trading haute fréquence a reporté sine die son entrée sur les marchés actions, croyaient savoir, vendredi 18 avril, le *New York Times* et le *Wall Street Journal*.

En cause, les critiques qui s'accumulent sur l'activité de Virtu, qui consiste à passer des ordres de Bourse automatisés à des vitesses toujours plus rapides, afin de profi-

ter d'infimes différences de marché (prix, volumes...). La rumeur d'un renoncement courait depuis le début du mois et la publication du livre du journaliste Michael Lewis *Flash Boys*, qui a relancé le débat sur les méfaits du trading haute fréquence. Sa thèse : les sociétés du secteur « *truquent* » les marchés en tirant profit de leur rapidité pour gruger les investisseurs traditionnels.

La justice de l'Etat de New York, la Securities and Exchange Commission (SEC, le gendarme boursier) et le FBI avaient déjà ouvert des enquêtes sur le sujet. Un éreïn-

tement en règle, qui a fini par faire tourner les talons à Virtu. La société visait pourtant une capitalisation de près de 3 milliards de dollars (2,2 milliards d'euros) !

Pour d'autres candidats à la Bourse, la chasse a été plus fructueuse, mais non moins difficile. Weibo, l'équivalent chinois du site de microblogging Twitter, est ainsi entré sur les marchés par la petite porte cette semaine. Success story commerciale dans son pays, le groupe a dû choisir un prix d'introduction dans le bas de la fourchette de cotation, à 17 dollars. Il a levé à peine plus de 285 millions de dollars quand il visait 340 millions. Après les remous enregistrés récemment sur le Nasdaq, l'indice des valeurs technologiques, sur fond de rumeurs de bulle, les dirigeants craignaient d'être victimes de la nervosité des investisseurs.

En faisant preuve de modestie, Weibo s'est assuré de finir la journée dans le vert pour son premier jour sur le Nasdaq, jeudi 17 avril : le titre a bondi de 19 %. Exactement la stratégie qui avait manqué à Facebook, en mai 2012, lors de sa propre introduction en Bourse.

A l'époque, le groupe de Mark Zuckerberg avait relevé à la dernière minute le prix de son action, afin de lever le maximum d'argent sur les marchés. Conséquence : proposé trop cher, le titre avait été boudé par les investisseurs. « L'opération du siècle » avait tourné au fiasco : en très légère hausse de 0,61 % pour son premier jour, l'action s'était écroulée de plus de 10 % le deuxième et avait perdu un tiers de sa valeur en deux semaines.

Difficile de savoir à l'avance si la récolte sera bonne ou mauvaise

Difficile, dans ces conditions, de prédire le destin du prochain gros candidat à la Bourse à Wall Street, le chinois Alibaba. Nouvelle success story ou déception annoncée ? Le géant de la distribution en ligne est censé confirmer ces jours-ci son appétence pour les marchés en publiant son dossier auprès des autorités boursières, première étape vers la cotation.

Mais, selon la presse anglo-saxonne, celui qu'on décrit déjà comme la future coqueluche des marchés, censé dépasser en taille les 16 milliards de dollars levés par Facebook il y a deux ans, réfléchirait lui aussi à reporter son arrivée.

Dans ce contexte fébrile, l'opportunisme des actionnaires de sociétés déjà cotées a été montré du doigt par le *Financial Times*. D'Amazon à Facebook en passant par l'éditeur de logiciels Splunk, coté depuis un an, les dirigeants des stars de la cote ont profité des mois de frénésie sur le Nasdaq pour empocher de juteux gains, note le quotidien anglo-saxon.

Le procédé est légal, parfois même prévu dans le cadre de « plan d'incitations » pour managers méritants. Mais bien peu rassurant quant à leur confiance dans la capacité de leurs groupes à continuer à briller sur les marchés. Et souvent à l'origine d'un cercle vicieux, les ventes alimentant encore le recul du titre.

A la vente comme à l'achat, la politique des petits pas est parfois la plus pertinente en Bourse. ■

AUDREY TONNELIER

MATIÈRES PREMIÈRES

La banane menacée par un champignon

C'est fou les menaces qui pèsent sur les végétaux, ces temps-ci ! Aux Etats-Unis, le ministère de l'agriculture nous annonce que les oranges de Floride sont attaquées par le « dragon jaune », une méchante bactérie qui devrait faire chuter au plus bas depuis vingt-neuf ans la production de ces fruits d'or. Les spéculateurs ont flairé la bonne affaire et le cours du jus concentré a progressé de 11 % en trois semaines.

Espérons que ces petits malins feront moins attention à la calamité qui touche la banane, dont le kilo rendu en France se négociait cette semaine au même prix de gros qu'en 2013 à la même époque, soit 0,75 euro.

L'Organisation des Nations unies pour l'agriculture et l'alimentation (FAO) a lancé, le 14 avril, un cri d'alarme, car la « maladie de Panama » est de retour. Dans les années 1950, cette saleté transmise par un champignon, le *Fusarium oxysporum f. sp. cubense*, qui vit dans le sol, avait eu la peau de la banane dominante de l'époque, la Gros Michel.

Voici qu'elle réapparaît sous les traits d'une souche TR4 qui s'attaque, cette fois, à la championne du moment, la Cavendish. Ce qui alarme la FAO et qui met en émoi tous les planteurs de la planète, c'est que cette fusariose a quitté les plantations de Sumatra et d'Australie où elle était confinée et qu'elle a contaminé plus de 100 000 hectares au Mozambique. Elle est signalée en Jordanie.

Les centrales d'achat françaises s'inquiètent et leur émoi se comprend : il n'existe aucun traitement contre ce champignon qui dessèche le bananier.

Pas de panique, conseille Denis Lœillet, de l'Observatoire des mar-

chés du Centre de coopération internationale en recherche agromatique pour le développement (Cirad) : « *Ce n'est que le Mozambique qui est touché et les grandes zones de production d'Afrique de l'Ouest sont indemnes* », relève-t-il.

Le péril est commercial, mais il est aussi alimentaire

« *Même s'ils considèrent cette maladie comme une horreur absolue, les planteurs latino-américains, qui approvisionnent l'Europe et les Etats-Unis, n'ont aucun dégât à déplorer* », ajoute-t-il.

La menace est commerciale, mais elle est aussi alimentaire. Les consommateurs du Nord achètent 17 millions de tonnes de bananes dont ils pourraient se passer. En revanche, la rarefaction de ces fruits affamerait les habitants des

pays producteurs : ils en mangent quelque 110 millions de tonnes. La banane est la quatrième culture alimentaire dans les pays pauvres.

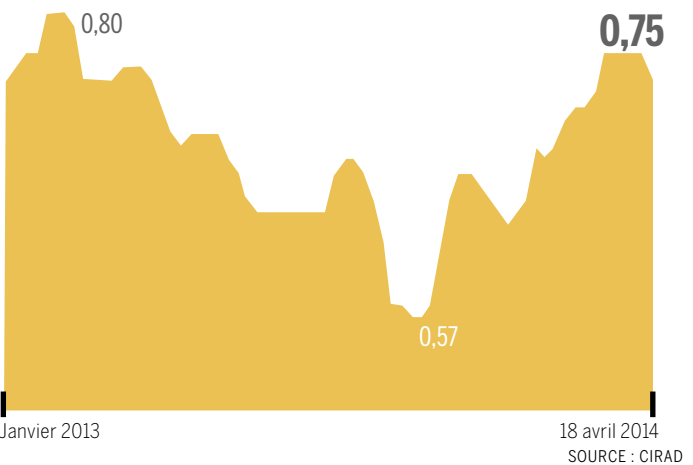
Selon un phytopathologiste de la FAO, Fazil Dusunceli, « *la diffusion de la fusariose pourrait avoir de sérieuses conséquences pour les planteurs, les négociants et les familles qui tirent leurs moyens d'existence de cette filière. Les pays doivent agir pour éviter le pire des scénarios, qui serait de voir partir en fumée une grande partie de la récolte mondiale*. »

A quelque chose malheur pourrait être bon. « *Cette alerte va obliger à prendre des précautions prophylactiques*, conclut Denis Lœillet, *mais aussi à chercher à rendre génétiquement résistants les bananiers*. » Peut-être le salut viendra-t-il de l'hybride FHIA-01, baptisé « Goldfinger ». Ce bananier résiste aux champignons tueurs. Dernier problème à régler : il a un goût de pomme fort peu exotique... ■

ALAIN FAUJAS

Pas encore de drame

PRIX DE LA BANANE IMPORT (FRANCE), EN EUROS LE KILO



TAUX & CHANGES

Euro fort : le grand malentendu

LES FORCES QUI POUSSENT LA MONNAIE UNIQUE À LA HAUSSE SONT PUISSANTES. IRRÉSISTIBLES MÊME

IL RÈGNE ces jours-ci deux malentendus à propos de l'euro. Le premier est typiquement français. Lorsque, dans *Les Echos* du 17 avril, le ministre de l'économie, Arnaud Montebourg, s'emporte contre l'euro fort, il redoute que le niveau, qu'il juge trop élevé, de la monnaie unique ne nuise à la compétitivité des exportations françaises.

Mais lorsque M. Montebourg se réjouit des propos du président de la Banque centrale européenne (BCE), Mario Draghi, qui, quelques jours plus tôt, indiquait qu'un nouveau renchérissement de l'euro déclencherait de nouvelles mesures monétaires, il omet de mentionner un détail crucial. A savoir que M. Draghi ne s'inquiète pas... pour les mêmes raisons que lui.

La préoccupation de ce dernier n'est pas la compétitivité des exportateurs français ou même européens. Il redoute que l'appréciation de l'euro, si elle se poursuivait, n'augmente encore les pressions baissières sur les prix. Car, chaque fois que l'euro monte, le prix des produits importés baisse d'autant. C'est en partie pour cela que l'inflation est tombée à 0,5 % en mars en zone euro.

Le second malentendu concerne les outils que la BCE pourrait, si elle le décidait, mettre en œuvre pour tenter de faire baisser le cours de l'euro. Certains politiques l'appellent à imiter, dès à présent, son homologue américaine en la matière. L'ennui, c'est qu'aucun des outils dont elle dispose ne serait assez puissant. Et que certains auraient des effets secondaires ravageurs.

Prenez l'achat de dette publique. Passons sur les obstacles légaux et politiques à une telle mesure. Si la BCE ache-

vait massivement des obligations publiques allemandes, pour ne citer qu'elles, le taux de ces dernières, aujourd'hui à 1,52 %, plongerait sous la barre de 1 %. Ce qui pousserait au bord de la faillite nombre d'assureurs allemands qui en détiennent en masse, tant elles deviendraient peu rentables.

L'achat de créances d'entreprises titrisées, les fameux ABS ? Ce marché pèse 120 milliards d'euros. C'est-à-dire pas grand-chose. Quand bien même la BCE en rachèterait le quart, l'effet serait anecdotique. Même chose avec une nouvelle baisse du taux directeur, déjà au plus bas (0,25 %) : l'impact serait quasi nul.

Flux massifs de capitaux

Car les forces qui poussent l'euro à la hausse sont puissantes. Irrésistibles, même. Il y a d'abord l'excédent commercial toujours plus élevé de la zone euro. Il y a aussi le flux massif de capitaux que les investisseurs internationaux ont rapatrié ces derniers mois des pays émergents en déroute vers le Vieux Continent.

« *Il ne faut pas se tromper : ce sont bien ces flux qui ont fait baisser aussi rapidement les taux souverains espagnols, italiens, portugais et grecs* », rappelle Patrick Artus, chez Natixis. Et ce sont bien ces flux qui poussent également l'euro à la hausse.

En d'autres termes : pour faire baisser la monnaie unique, il faudrait stopper, voire inverser, ces entrées de capitaux. Mais cela ferait mécaniquement remonter, aussi, les taux souverains des pays périphériques ! Autant dire que le dilemme auquel se trouve confrontée la BCE est cornélien.

« *Pour l'instant, elle n'a aucun moyen de le résoudre, car maintenir des taux bas en Espagne ou au Portugal et faire baisser l'euro sont deux objectifs qui appellent des réponses diamétralement opposées* », résume M. Artus. N'en déplaise à Arnaud Montebourg... ■

MARIE CHARREL

La Société des lecteurs du « Monde »

1,03 euro - Cours de l'action, JEUDI 17 AVRIL
Société des lecteurs du « Monde »,
80, boulevard Auguste-Blanqui,
75707 Paris Cedex 13, Tél. : 01-57-28-25-01.
Courriel : sdl@lemonde.fr

Rénover plutôt que bâtir du neuf

Acheter un pavillon des années 1960-1980 pour y faire des travaux peut se révéler un calcul rentable. Compter au moins 30 000 euros pour refaire l'isolation

Dans notre région, une maison de lotissement de 80 mètres carrés construite entre les années 1970 et 1980, et toujours "dans son jus", se vend autour de 100 000 euros, contre environ 120 000 euros pour une parcelle et un pavillon neuf de 65 m² dans un secteur plus éloigné de la mer», confie Jean-Tugdual Le Roux, notaire à Pleumeur-Bodou.

Dans beaucoup de régions en France, depuis trois ans, le prix des maisons à rénover a beaucoup baissé, parfois de 20 %, tandis que celui de la construction flambait. Acheter dans l'ancien et rénover, cela peut donc être valable dans les zones urbaines denses où les terrains bien placés coûtent excessivement cher. Mais attention, même si, pour un même budget, vous obtiendrez plus grand et mieux placé, ne sous-estimez pas le coût des travaux et réalisez-les avant d'emménager.

Une rénovation thermique nécessaire « Une rénovation intégrale d'un bien coûte cher, car ces types de pavillons sont souvent des passoires thermiques », précise Jean-Luc Touzeau, directeur général délégué de Maisons d'en France Ile-de-France.

Pour une maison ancienne, les trois priorités sont l'isolation des combles, d'où proviennent 30 % de la déperdition énergétique, et celle de la façade, le changement de fenêtres et la mise en place d'un système de chauffage performant.

Bien réalisés, ces travaux vous assureront de belles économies sur votre facture de chauffage et surtout vous permettront de ne pas revendre votre maison à la casse. Car aujourd'hui, de plus en plus d'acheteurs tiennent compte de l'étiquette de performance énergétique (donnée par le diagnostic, obligatoire lors de la mise en vente) avant de se déci-

LE COÛT MOYEN D'UNE RÉNOVATION OU D'UNE CONSTRUCTION

Dépenses envisagées	Coût moyen
Ravalement de façade et isolation par l'extérieur	De 20 000 euros à 30 000 euros
Remplacement de chaudière et pose de radiateurs	De 10 000 euros à 15 000 euros
Isolation de combles	De 20 euros à 60 euros par m ²
Changement de fenêtres	De 400 euros à 3 000 euros par fenêtre
Mise aux normes de l'évacuation des eaux usées	De 5 000 euros à 15 000 euros
Rénovation intégrale de l'installation électrique	De 500 euros à 600 euros par m ²
Réfection d'une salle de bains ou d'une cuisine	De 300 euros à 500 euros par m ²
Coût de la construction d'une maison neuve	De 1 000 euros à 1 500 euros par m ²

SOURCE : « LE MONDE ARGENT ET PLACEMENTS »

der. « Les rénovations énergétiques permettent de gagner une à trois classes sur l'étiquette énergétique, avec un budget raisonnable, il est souvent possible d'atteindre la classe C », affirme Didier Bader, ingénieur thermicien chez Thermiconseil.

Tout ne peut pas être rénové

Une rénovation énergétique n'est pas forcément valable pour tous les types de maisons. Celles en béton s'y prêtent, en général, bien. Pour optimiser votre opération, visez surtout les pavillons des années 1970 où n'ont pas été engagés des travaux d'isolation. « Sinon il faut casser ce qui a été fait pour utiliser des nouveaux matériaux plus performants, ce qui renchérit le coût global de l'opération », précise Denis Fougerat, coprésident de l'association Thermi Renov. Avant de vous décider, demandez conseil à un architecte, un ingénieur thermicien ou un spécialiste de la rénovation thermique. Car un bien exposé

plein nord aura peu d'apport solaire, et une maison à étage avec un garage en rez-de-chaussée peut se révéler coûteuse à isoler. Par ailleurs, tous les combles ne sont pas isolables au même coût...

Si l'expert juge que la rénovation est valable, il vous faudra dépenser entre 30 000 euros et 40 000 euros pour améliorer considérablement la performance énergétique. Si vous avez un budget supérieur, regardez si le bien peut être agrandi. Des spécialistes proposent d'ajouter un étage aux maisons anciennes, tout en rénovant la partie inférieure. « Le coût total des travaux est important, mais l'isolation du bien est intégralement revue et le gain de surface permet de valoriser la maison », précise Denis Fougerat.

Des astuces pour financer les travaux

Si vous vous lancez dans ce type de travaux, faites le tour des aides locales, nationales, des crédits d'impôt et demandez un éco-PTZ. « Si les travaux permettent d'améliorer la performance globale de la maison, les propriétaires peuvent emprunter jusqu'à 30 000 euros sur quinze ans à taux zéro », précise Didier Bader.

Si, malgré tout, votre budget est un peu juste, une astuce consiste à vendre une partie de votre terrain. Les pavillons des années 1960 à 1980 disposent d'une parcelle plus grande que ceux vendus aujourd'hui. Si vous ne comptez pas passer vos week-ends à tondre, découpez votre terrain et vendez-en une partie.

Attention, pour ne pas faire perdre de la valeur à votre propre maison, la parcelle vendue doit disposer d'un accès distinct du vôtre. Vous devez également vérifier au préalable si elle est viabilisable et si un permis de construire peut être déposé dessus. ■

MARIE PELLEFIGUE

VILLES EN MUE

En plein cœur de Versailles, l'ex-hôpital Richaud reconverti en ensemble immobilier d'envergure



L'ancien hôpital accueillera des logements, des commerces, des bureaux, une crèche et un centre culturel. MICHEL WILLEMOTTE

L'ex-hôpital Richaud, à Versailles, commence, dès septembre, une nouvelle vie : les 330 appartements, dont 82 logements sociaux, 176 en accession libre dans le neuf et 72 réhabilités situés dans la partie « monument historique », seront livrés.

Sur une emprise foncière de 28 000 m², cet îlot situé en cœur de ville sera doté d'une crèche municipale de 66 berceaux, d'une résidence étudiante, de 2 000 m² de commerces et de 1300 m² de bureaux. En cours de réhabilitation, l'ancienne chapelle de l'hôpital sera convertie en centre culturel municipal. Ce nouvel ensemble immobilier ouvert sur le « vieux » quartier offrira 10 000 m² de jardins publics.

Au programme : des allées piétonnières et des pistes cyclables. « Dès le départ, nous avons voulu que ce site basé en cœur de ville, autrefois un lieu clos, devienne après sa reconversion un espace de vie ouvert sur le quartier », commente François de Mazières, député et maire divers droite de Versailles.

Sur cette emprise en forme de quadrilatère, des passages ont été créés, d'autres ouverts afin de se raccorder à la trame urbaine existante et connecter ce nouveau quartier aux rues passantes du quartier Notre-Dame.

Située à deux pas de la gare de Versailles-Rive-Droite, cette ancienne propriété de l'Etat a été rachetée, fin 2009, par la mairie, puis cédée à Norbert Dentressan-

gle Initiatives. Avec le promoteur OGIC et l'agence d'architecture Willemotte, cet opérateur a avancé les fonds pour entamer la reconversion d'envergure de cet ensemble classé « monument historique ».

« Prix tirés vers le haut »

« C'est la vente du neuf qui a permis de financer la réhabilitation de l'ancien. Erigée au XVIII^e siècle par l'architecte Charles-François Darnaudin [1741-1805], cette construction était endommagée après dix ans de vacance, de dégradations et d'incendies successifs », rappelle Frédéric Didier, architecte en chef des monuments historiques chargé de la restauration du bâtiment.

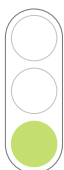
Dans cette construction en forme de « H », les anciennes salles des malades ont été transformées en logements haut de gamme, achetés à 65 % par des Versaillais et vendus en un temps record. Le neuf s'est commercialisé à 8 800 euros le mètre carré (hors parking). « Dans ce quartier, un des plus chers, la pierre se négocie dans l'ancien entre 6 000 et 7 000 euros le mètre carré. Cette opération a eu pour effet de tirer les prix du secteur vers le haut », constate Rodolphe Chevallier, directeur de l'agence CPH Immobilier à Versailles. ■

LAURENCE BOCCARA

Sur Lemonde.fr

Les prix du mètre carré partout en France dans la rubrique immobilier

CLIGNOTANT



Epargne Les bons chiffres du Perco

Quelque 1 540 000 salariés étaient détenteurs d'un plan d'épargne collectif pour la retraite (Perco) au 31 décembre 2013, soit une progression de 23 % en un an, selon l'Association française de la gestion financière (AFG).

A la même date, 180 000 entreprises proposaient l'accès à ce mode d'épargne-retraite à leurs salariés. L'encours total géré dans les Perco atteint 8,6 milliards d'euros (en hausse de 28 %) et les versements effectués en 2013 ont représenté 1,7 milliard d'euros (+7 %). L'encours moyen détenu par chaque bénéficiaire s'élève à 5 600 euros et l'âge moyen de l'adhérent, à 45,5 ans. ■

QUESTION À UN EXPERT

PAR MURIELLE GAMET, CHEUVREUX NOTAIRE

Immobilier : comment annuler une promesse de vente ?

Que ce soit une promesse unilatérale de vente ou un compromis de vente, vendeur et acquéreur doivent être vigilants sur la rédaction des conditions suspensives. Ce sont ces clauses qui permettent à l'une ou l'autre des deux parties de sortir du contrat sans avoir à payer d'indemnité. Pour rappel, lors de la signature de ce document, l'acheteur verse une somme équivalente à 10 % du montant du bien. S'il doit annuler la vente, il perd cette avance. Il peut même être obligé de payer des pénalités au vendeur.

Les clauses suspensives les plus connues concernent l'obtention du crédit nécessaire au paiement, la renonciation au droit de préemption par son bénéficiaire ou encore l'absence de servitude de nature à déprécier la valeur du bien. La liste est toujours encadrée dans le temps et nécessite un certain formalisme. Par exemple, l'obtention du crédit permettant de financer l'acquisition devra intervenir dans le délai de quarante-cinq jours après la signature de l'avant-contrat. Pour pouvoir lever ces conditions, l'acquéreur devra les respecter à la lettre. Il ne suffit pas d'obtenir une offre de prêt dans le délai imparti, si la condition prévoyait l'obtention d'une offre de prêt et d'un accord d'assurance. Il ne suffit pas non plus d'obtenir un accord de prêt, si la condition suspensive prévoyait l'obtention d'une offre de prêt. ■

SPÉCIAL ISF 2014

75 % DE DÉFISCALISATION, 100 % DE GÉNÉROSITÉ !

Cette année encore, vous pouvez agir en faveur des plus démunis tout en réduisant votre ISF en faisant un don à la **Fondation Française de l'Ordre de Malte** : 75 % du montant de vos dons sont déductibles.

➤ **Adressez votre don à :**
Fondation Française de l'Ordre de Malte
42, rue des Volontaires - 75015 Paris,
et recevez un reçu fiscal à joindre à votre déclaration.

➤ **Pour plus d'informations :**
Contactez Gwénaëlle Balloux
au 01 45 20 98 07
ou consultez notre site internet
www.fondationordredemalte.org

Fondé il y a plus de 900 ans, l'Ordre de Malte est la plus ancienne des institutions caritatives. Il déploie ses actions en France et dans le monde en faveur des populations marginalisées par la pauvreté, la maladie, les conflits ou les catastrophes naturelles.



TENDANCE FRANCE | CHRONIQUE

PAR CLAIRE GUÉLAUD

Double peine pour les ménages

Le keynésianisme de l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE) est souvent militant. Son message s'en trouve alors affaibli. C'est injuste. Car l'OFCE a été la première institution, bien avant le Fonds monétaire international, à mettre en garde contre les risques que présentait l'application simultanée, dès la fin de 2010, de politiques restrictives dans les pays de la zone euro pas encore remis de la récession de 2008-2009.

Plus personne ne conteste vraiment en France que le niveau inégalé de la rigueur budgétaire depuis l'après-guerre (presque 5 points de produit intérieur brut - PIB - en cumul de 2010 à 2013) ait tué dans l'œuf la reprise.

L'OFCE a chiffré l'impact des politiques restrictives sur la croissance française. Il est impressionnant : - 0,7 point de PIB en 2010 ; - 1,5 point en 2011 ; - 2,1 points en 2012 ; - 1,7 point en 2013 et, selon ses dernières prévisions, - 1,2 point en 2014 et - 1 point en 2015. On le sait, les résultats de cette « purge budgétaire » sur les comptes publics sont décevants : le déficit public français a été réduit de 0,9 point de PIB entre 2011 et 2013. Il avait diminué de 2,3 points pendant le rebond de 2009-2010 !

« L'économie européenne dans son ensemble sort doublement affaiblie de ces chocs conjoncturels sans précédent, d'un côté par les pertes d'activité qui ont conduit à une baisse de la consommation par tête, et, de l'autre, par l'affaiblissement de l'offre lié à la chute de l'investissement », précise l'OFCE dans ses perspectives 2014-2015. Les Irlandais, les Grecs, les Espagnols ou les Portugais ont payé (et paient encore) un tribut particulièrement lourd à la crise et aux tours de vis budgétaires, que ce soit en matière d'emploi ou de pouvoir d'achat.

Les Français ont été moins durement frappés, mais nullement épargnés. D'après l'Insee, les destructions d'emplois salariés ont été massives en 2009 (-260 700 postes) et en 2012 (-99 500 postes). Elles étaient encore importantes en 2013 (-62 200 postes).

Le taux de chômage dépasse les 10 % depuis 2012. Et pas d'inversion en vue : fin 2015, il serait encore à 10,1 % en France métropolitaine et à 10,5 % pour la France entière, selon l'OFCE. A en croire l'économiste Eric Heyer, les sureffets dans les entreprises représenteraient 190 000 emplois dans le secteur marchand.

Faut-il le rappeler ? Le chômage frappe d'abord les personnes peu ou pas qualifiées.

En 2012, le taux de chômage des ouvriers non qualifiés (20,4 %) était ainsi 5,5 fois plus important que celui des cadres (3,7 %). Enfin, la moitié des 2 millions de chômeurs de longue durée français sont inscrits à Pôle emploi depuis au moins deux ans, donc menacés à court terme de se transformer en « fin de droits » et de basculer dans la pauvreté.

Les salaires, après avoir rebondi avec la reprise de l'emploi salarié en 2010 et en 2011, ont fortement décéléré en termes nominaux en 2012 (+1,9 %) et en 2013 (+1,3 %). En termes réels, c'est-à-dire déduction faite de l'inflation, la masse salariale a stagné en 2012 et elle ne s'est redressée l'année suivante qu'en raison du ralentissement des prix.

Facture fiscale et sociale

Les choses devraient s'améliorer légèrement sur le front salarial en 2014 et en 2015. Mais il y a fort à parier que les ménages y seront moins sensibles qu'aux nouveaux coups de bambou fiscaux. Les hausses d'impôts décidées sous le précédent gouvernement, celui de Jean-Marc Ayrault, conduiront à un alourdissement de plus de 10 % de la facture fiscale des particuliers, déjà assaonnés en 2012 et en 2013. C'est là, assure l'OFCE, « le deuxième coût de l'austérité » pour les Français. Comme leur pouvoir d'achat devrait baisser d'ici à 2015, il ne faut pas compter sur leur consommation, tombée à des niveaux historiquement bas, pour redonner des couleurs à la croissance.

Après avoir atteint des sommets en 2013 et 2014 (45,9 % et 46 % du PIB), le taux de prélèvements obligatoires ne bougerait plus. Mais cette quasi-stabilité est trompeuse. Les fortes dis-

parités qu'elle dissimule sont même au cœur des très vifs débats qui opposent la majorité et le gouvernement depuis la déclaration de politique générale de Manuel Valls et depuis ses annonces sur les plans d'économies de 50 milliards d'euros sur les dépenses publiques.

En 2014, la fiscalité sur les ménages s'alourdira de 12,6 milliards d'euros, sous l'effet notamment de la hausse de la TVA (5,4 milliards) et de la hausse de l'impôt sur le revenu (3,8 milliards). Dans le même temps, les entreprises verront leurs impôts baisser de 9 milliards. La montée en charge du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi y sera pour beaucoup.

Ces diminutions d'impôt ne sont pas des cadeaux aux patrons, comme le clament la CGT, FO, le Front de gauche et la gauche du Parti socialiste, mais le moyen trouvé, espère-t-on, pour aider les entreprises à restaurer leurs marges, condition sine qua non pour qu'elles puissent investir et embaucher.

Reste qu'il y a parmi les ménages 15 millions de retraités, 5,5 millions de fonctionnaires et un nombre non négligeable de malades, sans parler, bien entendu, de ceux qui sont fonctionnaires, retraités et malades ! Les assurés sociaux ont quelques raisons de s'inquiéter des 10 milliards d'économies à faire d'ici à 2017 sur les dépenses de l'assurance-maladie. « Ces efforts seront réalisés sans réduire la prise en charge de soins ni leur qualité », a assuré M. Valls, le 16 avril. Un discours classique, obligé, qu'ont tenu tous les gouvernements avant de tailler dans les dépenses, et qui n'engage probablement que ceux qui l'entendent. ■

guelaud@lemonde.fr

LES INDÉGIVRABLES | PAR XAVIER GORCE



C'EST TOUT NET ! | CHRONIQUE

PAR OLIVIER ZILBERTIN



La mort d'Internet

Il est des messages dont on préférerait ne pas être le porteur.

Mais il est aussi des circonstances où il est impossible de se dérober. Alors voilà : nous sommes au regret de vous annoncer la fin d'Internet.

Vous avez bien lu : la fin. La disparition, l'extinction, la liquidation. On ne trouve jamais les bons mots dans ces occasions. On pense avant tout à la peine de la famille et des proches. Inutile de vous dire que nous sommes nous-mêmes particulièrement affectés par cette triste nouvelle, car nous y étions très attachés. Songez qu'il avait à peine 30 ans !

La fin des utopies

Quand donc se sont manifestés les premiers symptômes du mal ? Lorsque l'on a commencé à cliquer sur des liens qui ne nous menaient nulle part sinon sur des bulletins d'abonnement ? A moins que ce ne soit quand on a mis les passagers payants à l'avant et les gratuits à l'arrière ? Quand on a appelé les pompiers et que sont venus les pyromanes ? Qu'importe, maintenant ! L'heure est au recensement, pas à la polémique.

Si c'est cela qui vous inquiète, sachez cependant que vous pourriez toujours faire vos courses sur votre tablette, envoyer un courrier électronique - peut-être même avec une pièce jointe - et a-

priori consulter la météo. Idem pour les horaires et les billets de train ou de cinéma, les virements bancaires. Alors quoi, direz-vous ?

Ce n'est pas de cela dont il s'agit. Géographe et chercheur au sein du laboratoire Chôros de l'Ecole polytechnique fédérale de Lausanne, Boris Beade vient de publier *Les fins d'Internet* (FYP Editions, « Stimulo », 96 p., 9,90 €). Dans un entretien que l'on peut écouter sur l'Atelier des médias de RFI (<http://atelier.rfi.fr/profiles/blogs/les-fins-d-internet>), M. Beade s'explique sur l'emploi du pluriel et de la majuscule dans le titre de son livre. Il détaille pourquoi « Internet va disparaître ». La surveillance des Etats, la fin des utopies (liberté d'expression, intelligence collective et partagée, gratuité...), la fin de la circulation libre et gratuite de l'information...

Internet est menacé en somme parce que l'intelligence collective est détournée à des fins particulières et mercantiles. Plus grave, craint l'auteur : « Une part de notre humanité risque de disparaître » avec Internet. « Nous assistons à un moment qui exige d'être aussi intransigeant à l'égard des dérives dont toute société politique est capable qu'à l'égard des dérives dont Internet est l'objet. » Cet avis tient lieu de faire-part. ■

www.zilbertin.fr

Le Monde

OFFRE SPÉCIALE D'ABONNEMENT

50%

DE RÉDUCTION

169€
au lieu de 358,80€*

Le quotidien chaque jour + tous les suppléments
+ M le magazine du Monde + l'accès à l'Édition abonnés du Monde.fr

BULLETIN D'ABONNEMENT

A compléter et à renvoyer à : Le Monde - Service Abonnements - A1100 - 62066 Arras Cedex 9

OUI je m'abonne à la **Formule Intégrale** du **Monde** pendant 6 mois pour **169 €** au lieu de **358,80 €*** soit **50% DE RÉDUCTION** sur le prix kiosque

Je règle par :
☐ Chèque bancaire à l'ordre de la Société editrice du Monde
☐ Carte bancaire : ☐ Carte Bleue ☐ Visa ☐ Mastercard

N° : _____

Expire fin : _____ Date et signature obligatoires

Notez les 3 derniers chiffres figurant au verso de votre carte : _____

J'accepte de recevoir des offres du Monde ou de ses partenaires ☐ OUI ☐ NON

Tél. : _____

IMPORTANT : VOTRE JOURNAL LIVRÉ CHEZ VOUS PAR PORTEUR**

<input type="checkbox"/> Maison individuelle	<input type="checkbox"/> Interphone : <input type="radio"/> oui <input type="radio"/> non	<input type="checkbox"/> Dépôt chez le gardien/accueil	<input type="checkbox"/> Dépôt spécifique
<input type="checkbox"/> Immeuble	<input type="checkbox"/> Boîte aux lettres :	<input type="checkbox"/> Bât. N° _____	le week-end
<input type="checkbox"/> Digicode N° _____	<input type="radio"/> Nominative <input type="radio"/> Collective	<input type="checkbox"/> Escalier N° _____	

SOCIÉTÉ ÉDITRICE DU MONDE SA - 80, BOULEVARD AUGUSTE-BLANQUI - 75013 PARIS - 433 891 850 RCS Paris - Capital de 94 610 348,70€. Offre réservée aux nouveaux abonnés et valable en France métropolitaine jusqu'au 31/12/2014. En application des articles 38, 39 et 40 de la loi Informatique et Libertés du 6 janvier 1978, vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de radiation des informations vous concernant en vous adressant à notre siège. Par notre intermédiaire, ces données pourraient être communiquées à des tiers, sauf si vous cochez la case ci-contre. ☐